



## **3230000 Commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques**

### **Convention collective de travail du 18 février 2014 (120825)**

#### ***Barèmes en vigueur dans le secteur***

Tous les articles

*Durée de validité : 1<sup>er</sup> janvier 2014 pour une durée indéterminée*

#### CHAPITRE Ier. *Champ d'application*

Article 1er. § 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises relevant de la compétence de la Commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

On entend par "travailleurs" : les employés, les ouvriers et les domestiques, masculins et féminins.

#### CHAPITRE II. *Dispositions relatives aux salaires*

##### Section Ière. Barèmes des employés

##### Art. 2. Fixation des rémunérations

§ 1er. Les rémunérations mensuelles minimums du groupe 1 "Employés", telles que définies à l'article 3 de la convention collective de travail du 24 septembre 2007 relative à la classification professionnelle et aux salaires, sont fixées sur base du nombre d'années d'expérience professionnelle.

Les rémunérations mensuelles applicables depuis le 1er janvier 2014 pour une durée hebdomadaire de 38 heures sont les suivantes

Ervaring/ Expérience	Cat. 1	Cat. 2	Cat. 3	Cat. 4
0	1 672,05	1 739,57	1 765,18	1 909,75
1	1 677,31	1 749,92	1 765,18	1 922,86
2	1 682,60	1 760,33	1 806,64	1 935,79
3	1 687,82	1 793,64	1 843,03	1 948,90
4	1 740,57	1 835,00	1 879,47	1 999,92
5	1 745,85	1 849,81	1 969,88	2 045,25
6	1 751,13	1 861,07	2 007,30	2 090,53
7	1 756,53	1 888,95	2 044,95	2 195,96
8	1 762,38	1 917,06	2 082,60	2 242,52
9	1 777,27	1 944,97	2 120,18	2 289,03
10	1 792,27	1 973,13	2 157,77	2 335,76
11	1 805,02	1 996,72	2 195,29	2 382,27
12	1 817,61	2 020,07	2 232,76	2 428,89



13	1 830,32	2 043,78	2 262,41	2 475,45
14	1 842,94	2 067,29	2 291,96	2 522,11
15	1 855,36	2 090,85	2 321,59	2 561,21
16	1 867,72	2 098,51	2 351,25	2 600,30
17	1 880,13	2 106,12	2 380,95	2 639,46
18	1 892,53	2 113,89	2 389,29	2 678,57
19	1 892,53	2 121,52	2 397,79	2 717,81
20	1 892,53	2 129,24	2 406,33	2 731,71
21	1 892,53	2 136,85	2 414,99	2 745,60
22	1 892,53	2 144,46	2 423,51	2 759,53
23	1 892,53	2 152,23	2 432,28	2 773,37
24	1 892,53	2 159,83	2 440,86	2 787,15
25	1 892,53	2 167,45	2 449,57	2 800,83
26	1 892,53	2 175,08	2 458,14	2 814,75

### Art. 3. Principes

§ 1er. Le barème détermine les rémunérations minimums dans chaque catégorie en fonction de l'expérience de l'employé.

Il est élaboré sur base d'une entrée en fonction à 21 ans.

Les rémunérations de départ sont les rémunérations prévues dans le barème pour 0 année d'expérience.

Les rémunérations mensuelles minimums augmentent dans la mesure où l'expérience du travailleur s'accroît.

L'expérience avant 21 ans n'est pas prise en compte.

### Art. 4. Application

§ 1er. Au moment de l'entrée en service, le salaire barémique de l'employé est déterminé conformément aux barèmes lié à l'expérience professionnelle de la catégorie dont relève sa fonction et sur la base de l'expérience professionnelle telle que définie à l'article 2 précité.

La somme des périodes d'expérience professionnelle et des périodes assimilées est exprimée en années et mois.

La première augmentation barémique après l'entrée en service interviendra le premier jour du mois qui suit le moment où l'employé passe à l'année d'expérience professionnelle supérieure et, eu égard aux dispositions de l'article 3, § 1er, n'interviendra pas avant l'âge de 22 ans.

§ 2. Lorsque la période d'expérience professionnelle augmente de 12 mois depuis la dernière augmentation barémique, le salaire barémique de l'employé augmente - le



premier jour du mois suivant - d'une année d'expérience professionnelle selon le barème.

§ 3. Lors d'un nouvel engagement, le candidat transmet à l'employeur toutes les preuves nécessaires pour permettre à ce dernier de déterminer le salaire répondant aux dispositions de la présente convention.

§ 4. Pendant les six premiers mois du contrat de travail, un barème spécifique de 95 p.c. du salaire en fonction de l'expérience et de la catégorie peut être appliqué.

§ 5. Lors du passage à une catégorie supérieure, l'expérience attribuée à l'employé est calculée sur base du même nombre d'années d'expérience que celles qu'il avait dans la catégorie dans laquelle il se trouvait jusqu'alors.

#### Art. 5. Dispositions transitoires

Les employés en fonction le 1 janvier 2010 se verront attribuer, dans leur catégorie, un nombre d'années d'expérience correspondant au barème auquel ils pouvaient prétendre jusqu'alors.

#### Art. 6. Dispositions générales

§ 1er. Les barèmes minima doivent être considérés comme valables pour l'utilisation d'une seule langue. Lorsque l'exercice d'une fonction requiert la connaissance ou l'utilisation de plus d'une langue, cet élément seul ne continue pas en soi un motif pour monter à une catégorie supérieure lorsque la nature de la fonction n'est pas modifiée. Pourtant, il est indiqué d'en tenir compte au moment où le salaire est déterminé.

§ 2. Les barèmes ci-dessus ne sont pas d'application pour les collaborateurs des agents immobiliers qui négocient lors de la vente ou de la location de biens et qui sont payés sur base de commissions acquises. Celles-ci sont déterminées de commun accord et notifiées sur le contrat de travail individuel.

Les minima suivants devront néanmoins être pris en considération :

- durant les six premiers mois du contrat de travail au moins le salaire pour l'expérience 0 de la catégorie 1;
- après six mois :
- pendant la première année : minima échelonnés de la catégorie 3 d'après l'expérience;
- après la première année : minima échelonnés de la catégorie 4 d'après l'expérience.

Le salaire minimum est payé mensuellement comme acompte d'un salaire éventuel de



commission; le décompte final se fait au minimum à la fin de chaque année.

## Section II. Barèmes des ouvriers

Art. 7. § 1er. Les salaires horaires et mensuels minimums du groupe 2 "ouvriers" tel que défini à l'article 5 de la convention collective de travail du 24 septembre 2007 relative à la classification professionnelle et aux salaires, applicables depuis le 1er janvier 2014, sont fixés comme suit pour une durée hebdomadaire de 38 heures :

Ervaring/ Expérience	Cat. 1		Cat. 2		Cat. 3	
	Per uur Par heure	Per maand Par mois	Per uur Par heure	Per maand Par mois	Per uur Par heure	Per maand Par mois
0	9,5090	1 565,79	10,4285	1 717,22	11,3766	1 873,30
6 maanden/ mois	9,7713	1 608,95	10,7161	1 764,56	11,6897	1 924,96
12 maanden/ mois	9,8874	1 628,14	10,8438	1 785,59	11,8292	1 947,89

§ 2. On entend par expérience l'ensemble des périodes de prestations professionnelles effectives et assimilées dans la fonction.

§ 3. Les ouvriers en service au moment de l'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail conservent le barème qui leur était appliqué jusqu'alors s'il est plus avantageux.

## Section III. Barèmes des concierges

Art 8. § 1er. Les salaires minimums du groupe 3 "Concierges" tel que défini à l'article 7 de la convention' collective de travail du 24 septembre 2007 relative à la classification professionnelle et aux salaires, applicables depuis le 1er janvier 2013, sont fixés comme suit pour une durée hebdomadaire de 38 heures :

a. pour les concierges sous contrat de travail d'ouvrier, il faut se référer aux barèmes catégories 1 à 3 - ouvriers tels que repris au § 1 de l'article 7 ci-dessus. On optera pour les échelles de salaire 1, 2 ou 3, avantages en nature éventuels inclus, d'après la nature de la description de fonction reprise dans le contrat de travail ou les tâches spécifiques prévues.

§ 2. On entend par expérience l'ensemble des périodes de prestations professionnelles effectives et assimilées dans la fonction.

§ 3. Les concierges en service au moment de l'entrée en vigueur de la présente



convention collective de travail conserve le barème qui leur était appliqué jusqu'alors s'il est plus avantageux.

#### Section IV. Barèmes du personnel domestique

Art 9. § 1er. Les salaires minimums du groupe 4 "Personnel domestique" tel que défini à l'article 8 de la convention collective de travail du 24 septembre 2007 relative à la classification professionnelle et aux salaires, applicables depuis le 1er janvier 2014 (conformément à la convention collective de travail 43nonies du Conseil national du Travail du 30 mars 2007, relative à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen), sont fixés comme suit pour une durée hebdomadaire de 38 heures :

Ervaring/ Expérience	Cat. 1		Cat. 2		Cat. 3	
	Per uur Par heure	Per maand Par mois	Per uur Par heure	Per maand Par mois	Per uur Par heure	Per maand Par mois
0	9,3841	1 545,22	9,8257	1 617,97	10,7189	1 765,04
6 maanden/ mois	9,6331	1 586,24	10,0964	1 662,58	11,0142	1 813,70
12 maanden/ mois	9,7437	1 604,45	10,2170	1 682,41	11,1456	1 835,32

§ 2. On optera pour les échelles de salaire 1, 2 ou 3, avantages en nature éventuels inclus, d'après la nature de la description de fonction reprise dans le contrat de travail ou les tâches spécifiques prévues.

§ 3. On entend par expérience l'ensemble des périodes de prestations professionnelles effectives et assimilées dans la fonction.

§ 4. Les domestiques en service au moment de l'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail conservent le barème qui leur était appliqué jusqu'alors s'il est plus avantageux.

#### Section V. Détermination d'expérience professionnelle

Art. 10. Pour déterminer la période d'expérience professionnelle, les prestations à temps partiel sont assimilées aux prestations à temps plein.

Art. 11. Les périodes de suspension complète de l'exécution du contrat de travail définies ci-dessous sont assimilées à des prestations professionnelles effectives :

- les périodes d'incapacité de travail pour cause d'accident de travail ou de maladie professionnelle;



- les périodes d'incapacité de travail pour cause de maladie ou d'accident, autre qu'un accident de travail, avec un maximum de 3 ans;
- les périodes de crédit-temps à temps plein pour raisons thématiques, telles que prévues à l'article 4, § 3 de l'arrêté royal du 12 décembre 2001, et de congé thématique (congé parental, assistance et soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade, soins palliatifs), avec un maximum de 3 ans;
- les périodes de crédit-temps à temps plein sans raisons thématiques, avec un maximum de 1 an;
- les périodes de congé de maternité;
- les périodes de congé prophylactique;
- les périodes de congé de paternité;
- les périodes résultant de l'application des mesures de crise telles que prévues par la loi du 19 juillet 2009;
- les autres périodes de suspension complète du contrat de travail, telles que définies dans la loi du 3 juillet 1978, avec maintien de la rémunération;
- les périodes suivantes en dehors de la suspension du contrat de travail sont assimilées à des prestations professionnelles effectives Les périodes de chômage complet indemnisé, avec un maximum de 1 an pour les chômeurs indemnisés qui comptent moins de 15 ans d'expérience professionnelle et un maximum de 2 ans pour les chômeurs indemnisés qui comptent plus de 15 ans d'expérience professionnelle.

## Section VI. Indexation

Art. 12. Les salaires et rémunérations visés aux articles 2, 7, 8 et 9 de la présente convention sont liés à l'indice des prix à la consommation fixé mensuellement par le Service public fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie et publié au Moniteur belge. Ils varient conformément aux dispositions d'application pour les salaires et rémunérations de la Commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

## CHAPITRE III. *Durée de la convention*

Art. 13. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2014. Elle remplace la convention collective de travail concernant les barèmes du 11 décembre 2013 n° 119537.

Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par une des parties, moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée à la poste



adressée au président de la Commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques et aux organisations signataires.